

mination et de cohérence que ce dernier, et une meilleure compréhension des dangers de la guerre nucléaire. À certains égards, il rappelle le Lénine d'après 1917, époque où le nouvel État soviétique luttait pour survivre. À ce moment-là tout comme aujourd'hui, le dogmatisme et l'aventurisme ont cédé devant le pragmatisme et la coexistence. Mais tant Lénine que Trotski, son brillant rival, étaient d'avis que le communisme russe ne subsisterait pas à moins de triompher ailleurs aussi. Les deux hommes ne s'entendaient pas sur l'époque où cela se produirait, ni sur les modalités. Lénine était prudent, mais Trotski s'identifiait à Danton, pendant la Révolution française («Toujours de l'audace!»).

De son côté, M. Gorbatchev semble avoir accepté la signification littérale de l'expression «coexistence pacifique», sans réserves et sans imposer une limite de temps. Il est disposé à réduire ou à abolir les arsenaux d'armes de première frappe, la doctrine anti-forces et la notion d'attaque-surprise, et il reconnaît que les négociations en Europe doivent prendre en compte les avantages dont bénéficient les Soviétiques aux chapitres des blindés et de l'artillerie. Il existe en URSS une



nouvelle volonté d'accepter des méthodes rigoureuses de vérification, volonté qui sera bientôt mise à l'épreuve, après l'entrée en vigueur du Traité sur les missiles à portée intermédiaire signé l'an dernier, mais dont l'authenticité s'est déjà manifestée dans les accords de Stockholm (1986) sur la surveillance des forces classiques en Europe. M. Gorbatchev croit que l'ONU doit jouer un rôle dans les efforts de médiation et de maintien de la paix (dans le golfe Persique, par exemple), et il est convaincu que tous les pays doivent se liquer pour lutter contre des problèmes tels que la pollution de l'environnement et la famine et

pour décider des principes devant régir les échanges commerciaux.

Voici un extrait de la déclaration que M. Gorbatchev a prononcée sur l'Afghanistan, en février, et qui atteste de son «nouveau mode de pensée» :

Tout comme l'accord portant sur l'élimination des missiles à portée intermédiaire et à courte portée doit être suivi par une série d'autres étapes importantes sur la route du désarmement, car des négociations à ces sujets ont déjà commencé ou sont envisagées, ainsi voyant au-delà du règlement politique du conflit afghan, on se pose déjà la question suivante : quel conflit réglera-t-on ensuite ? Voilà qui confirme que d'autres démarches suivront.

Les États et les nations ont suffisamment le sens des responsabilités et ils possèdent assez de volonté politique et de détermination pour mettre un terme à tous les conflits régionaux d'ici quelques années. C'est là un objectif valable à poursuivre. L'Union soviétique fera l'impossible pour en favoriser la réalisation.

Rien de tout cela ne signifie que l'Union soviétique renoncera à des intérêts clefs. Elle refusera de réduire sensiblement le nombre de ses engins balistiques si les États-Unis ne limitent pas de la même manière leurs flottes de sous-marins et de

bombardiers. Il est peu probable qu'elle réduise ses forces déployées en Europe de l'Est à moins d'obtenir quelque chose en retour. Elle continuera d'exporter des armes à destination de pays amis et alliés menacés par une invasion (l'Irak et l'Angola, par exemple), ou encore par la guerre civile (Nicaragua), s'il demeure impossible de trouver une solution politique à ces conflits. Mais des réserves de ce genre nuanceraient également les politiques d'autres grandes puissances. Ce qui est nouveau, c'est que l'URSS cherche volontiers à conclure des

accords durables, plutôt qu'à obtenir de nouveaux avantages ou à exercer de nouvelles influences. En février, M. Gorbatchev a déclaré au Comité central que le principe clef réside dans la sagesse de «reconnaître que chaque peuple et chaque pays sont libres de choisir le régime sociopolitique qu'ils veulent».

Certains croient qu'il s'agit d'un changement plus apparent que réel et que, de toute façon, il ne durera pas. Ils estiment que Mikhaïl Gorbatchev sera limogé s'il menace les pouvoirs de la bureaucratie du Parti ou le statut des forces armées. Cela est possible. Cependant, il semble que les dirigeants soviétiques, y compris les militaires (lesquels n'ont plus droit de vote au Politbureau, organisme décideur principal du Parti communiste de l'URSS) acceptent le diagnostic de Gorbatchev sur les maux du pays et qu'ils n'entrevoient d'autre remède que celui d'essayer la *glasnost* et la *perestroïka*. Le rythme du changement est l'objet du litige, et il variera à mesure que les divers groupes intéressés négocieront les conditions à appliquer dans chaque dossier (les limites de la liberté de parole, par exemple). Le critère qui servira à mesurer l'ampleur de la réussite sera sans doute la productivité de l'économie soviétique, productivité qui est, comme le

problème des prix des aliments le révèle, étroitement reliée au processus de «démocratisation». À moins que les citoyens soviétiques voient leur qualité de vie s'améliorer, la légitimité même du régime

risque d'être compromise, comme les régimes semblables d'Europe de l'Est s'en sont déjà rendu compte.

À MON AVIS, IL EST DANS L'INTÉRÊT de l'Occident, voire du reste du monde, que la révolution de M. Gorbatchev se poursuive. Autrement, l'URSS retombera dans la mentalité d'isolement des années antérieures, sinon dans la tyrannie stalinienne (ce qui est moins probable), et l'autarcie économique et militaire reprendra le haut du pavé.

L'Occident ne peut influencer de façon décisive sur la politique soviétique, sauf peut-être sur un plan : il peut aller à la rencontre de M. Gorbatchev en ce qui concerne la limitation des armements et le désarmement, deux questions auxquelles il accorde une importance extrême. Si les pourparlers sur la réduction des armes stratégiques sont couronnés de succès et s'ils contribuent effectivement à amenuiser les écarts au chapitre des armements classiques en Europe, les dirigeants soviétiques actuels bénéficieront de la faveur populaire. D'après mon expérience, rien n'intéresse plus le citoyen soviétique moyen (mis à part le prix du pain) que la perspective d'une amélioration des relations avec l'Ouest, en particulier avec les États-Unis. La notion populaire selon laquelle l'ours soviétique est à la recherche d'une proie, est, avec ses allusions aux invasions et à la subjugation, un vestige des premiers jours de la Guerre froide en Europe. Elle a subsisté à cause du conflit afghan, mais le moment est maintenant venu de l'examiner d'un oeil critique.

Notre brève analyse permet de dégager deux conclusions relativement à la stabilité mondiale : il est possible que les relations Est-Ouest soient en train d'évoluer un peu comme celles entre la Chine et l'Occident l'ont fait au début des années 1970; elles pourraient donc aboutir au respect et à la coopération, voire à des pactes d'amitié et à des alliances. Mais en dépit de la nouvelle conjoncture, il est peu probable que la situation du reste du monde change beaucoup, car la croissance démographique, la pauvreté et les tensions sociales continueront de provoquer des conflits et de grossir les rangs des réfugiés. Ni l'une ni l'autre superpuissances ne semblent avoir les moyens ou la volonté de remédier à la pauvreté dans le tiers-monde, même si elles travaillaient ensemble. Elles peuvent cependant collaborer pour empêcher ces conditions de mettre en péril l'état fragile que l'on appelle «stabilité stratégique». La diplomatie préventive, le maintien de la paix sous l'égide de l'ONU, la non-prolifération des armes nucléaires et une plus grande limitation des exportations d'armes, voilà quelques-uns des secteurs où une nouvelle ère de détente pourrait favoriser d'énormes progrès.

Rien de ce que nous venons de dire ne se produira nécessairement. Mais si nous ne croyons pas que de tels progrès soient possibles et si nous n'agissons pas en conséquence, ne nous étonnons pas que rien ne s'accomplisse. □



Jerzy Kobacz